Les syndicats de surveillants pénitentiaires appellent au “blocage total” des 188 prisons de France

21/01/2018 à 21h19



Alors qu’un surveillant et une surveillante ont été agressés à la barre de fer par un détenu à la prison de Longuenesse (Pas-de-Calais), près de Saint-Omer, et ont été conduits à l’hôpital ce dimanche soir, les syndicats de surveillants de prison se préparent à reprendre l’épreuve de force avec le gouvernement. Ils appellent lundi, à un nouveau “blocage total des 188 établissements en France après leur rejet de propositions sur l’emploi et la sécurité.

Samedi, les deux syndicats ayant participé aux négociations avec le gouvernement, l’Ufap-Unsa (40%) et la CGT-Pénitentiaire (environ 15%) ont annoncé, après avoir consulté leurs militants, qu’elles ne signeraient pas le “projet d’accord”. FO-Pénitentiaire, qui ne s’est pas assis à la table des discussions, a appelé à “amplifier la pression” pour faire notamment entendre des revendications salariales. Le syndicat minoritaire CFTC-SLJ a indiqué dimanche s’associer à la

mobilisation.

C’est l’agression de surveillants par un détenu djihadiste à Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) le 11 janvier qui a mis le feu aux poudres au sein d’une profession s’estimant mal reconnue. Une série d’agressions les jours suivants a ravivé la colère.

Vendredi à Borgo (Haute-Corse) deux surveillants ont ainsi été blessés par un détenu signalé pour radicalisation. Le détenu a été mis en examen dimanche pour “tentative d’assassinat”. […]

Le Nouvel Obs